

MAIRIE DES LILAS

DEBAT NATIONAL

DEBAT PUBLIC DU 11 FEVRIER 2019

MAIRIE DES LILAS

Débat public du 11 février 2019

(La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de Monsieur GUIRAUD, Maire de la Ville des Lilas).

M. Daniel GUIRAUD (Maire des Lilas).- Bonsoir, et bienvenue aux Lilas pour un débat public qui est organisé, mais pas à la demande de la Ville des Lilas, puisque la Ville des Lilas n'a fait que répondre à une demande qui a été formulée par l'Etat de tenue d'un débat. Donc, nous sommes ici. Nous avons mis un cahier à disposition de celles et ceux qui souhaitent écrire sur ledit cahier. Environ 25 personnes ont d'ores et déjà rempli les pages sur le cahier, dont Lionel Benharous et moi-même. A quelle date ce cahier doit-il être renvoyé ? Le 22 février : donc dépêchez-vous ! Il reste 11 jours pour noircir, si vous le souhaitez, des pages de ce cahier.

Il s'agit de vous dire, Mesdames, Messieurs, que nous avons diffusé l'information par les vecteurs d'information de la Ville qui sont le site Internet, les affiches, le journal municipal :

- que, pour ce débat, dans l'absence et un peu dans le flou sur la manière de synthétiser les réponses, nous allons travailler sur la base d'une grille qui nous a été soumise,
- que les débats seront enregistrés,
- qu'il y aura une transcription écrite du débat,
- que tout ça sera donné à l'Etat qui n'ignorera rien ni du cahier ni de la teneur des échanges de ce soir.

Il y a en France une institution qui s'appelle la CNDP (Commission Nationale du Débat Public). La vocation de la Commission Nationale du Débat Public est d'organiser des débats publics. Sauf que, dans ce pays, cette commission qui a vocation d'organiser des débats publics – et voilà qu'il y en a un – ne l'organiser pas. Libre à chacun d'en penser ce qu'il veut, mais habituellement, on avait ce que l'on appelait des « garants du débat public ». Nous avons eu des « garants » ici, aux Lilas, lors de débats publics que nous avons été appelés à organiser, notamment sur l'usine de traitement des déchets du SYCTOM à Romainville ou à l'occasion du prolongement de la ligne 11 du métro. Donc, une personne avait été désignée par la Commission Nationale du Débat Public, qui était le « garant du débat public ». Nous avons interrogé à plusieurs reprises la Préfecture et jeudi dernier, nous avons touché un « garant ». Je dirai que nous l'avons touché provisoirement, car c'est un monsieur qui est commissaire enquêteur ; lorsqu'il y a un PLU ou une enquête publique, c'est lui qui gère les réunions publiques consacrées au sujet. Nous l'avons eu au téléphone et avons constaté qu'il était, en quelque sorte, moyennement motivé. Il disait : « Je ne sais pas trop ce que l'on me demande, ce que l'on attend de moi », etc. C'est un monsieur très âgé qui nous avait été désigné par la Préfecture ; il a accompli quatre mandats de maire adjoint à Villemomble à l'époque de M. Calmejane père ; donc, cela remonte à il y a quelques années, et donc, malheureusement, ce matin, il nous a informés qu'il avait été victime d'un petit incident de santé, et par conséquent, nous n'avons pas le « garant du débat public » désigné par l'Etat. Donc, je propose que ce soit M. Lionel Benharous qui, par défaut, quelque part soit « garant du débat ». *A défaut de grives, on mange des merles*, n'est-ce pas ?... Et sans plus attendre, je vais lui donner la parole pour organiser ledit débat. Merci de votre attention, Mesdames, Messieurs.

M. Lionel BENHAROUS.- Merci Monsieur le Maire. Si l'on m'avait dit qu'un jour dans ma vie je serais garant suppléant d'un débat public, ça m'aurait fait plaisir ! Par conséquent, j'ai préparé un peu dans le temps qui nous restait l'organisation de ce débat. Je ne vais pas forcément « faire long » sur le contexte de ce débat que vous connaissez tous aussi bien que moi. Je ne vais pas revenir sur la crise des gilets jaunes dont chacun peut avoir la lecture et l'interprétation qu'il veut. C'est un mouvement dont on sait qu'il est pluriel, pluraliste, qu'il exprime des choses extrêmement diverses et dont chacun peut avoir vraiment la lecture qu'il a envie d'avoir, même si, globalement, on voit bien que, au fur et à mesure, les semaines passant – puisque nous en sommes maintenant à la 13^e semaine de mobilisation consécutive, et il est quand même rare dans un pays qu'un mouvement qui n'est pas structuré, organisé, lancé par des partis ou des syndicats, puisse ainsi durer sur le long terme – il y a quand même trois ou quatre choses – au moins trois – qui ressortent de manière de plus en plus évidente :

- D'abord, clairement, l'expression d'une grande souffrance sociale, qui est entendue et qui ne touche plus que ce que l'on appelait à l'époque les classes populaires, mais qui de plus en plus touche les classes moyennes qui se sentent précarisées et dont les conditions de vie sont de plus en plus compliquées.
- Le deuxième élément que l'on ressent de manière tout à fait visible est la crise des institutions et le rejet massif de tout ce qui s'apparente d'une manière ou d'une autre à une institution, à un pouvoir, que ce soit le pouvoir politique ou médiatique ou encore économique, tout ce qui sert aussi de corps intermédiaires, est de plus en plus rejeté ou fait l'objet d'un refus de participation.
- Et puis on voit quand même aussi, même s'il ne faut pas assimiler ces expressions extrémistes à l'ensemble du mouvement des gilets jaunes, une inquiétante libération d'une parole violente qui peut être parfois raciste, parfois antisémite, parfois xénophobe, parfois islamophobe, et qui doit interpeller chacun, puisque c'est hors du cadre que la République fixe ce grand débat. Lorsque l'on va sur le site qui s'intitule *granddebat.fr*, sur lequel chacun peut se rendre et qui a été ma Bible pour préparer le débat de ce soir, on nous propose un certain nombre de principes très généraux. Je vais vous les lister, et vous allez voir qu'il est difficile d'être contre ces principes-là que l'on a essayé de traduire en mode d'emploi concret pour l'organisation du débat de ce soir.
 - o Le premier de ces principes est la transparence. Monsieur le Maire l'a dit : effectivement, il est difficile d'être contre la transparence, et nous, on propose que de ces débats des comptes rendus publics soient faits, non seulement pour qu'ils puissent remonter à l'ensemble des institutions gouvernementales qui auront à les traiter, mais aussi pour que les Lilasiens puissent savoir ce qu'il y a pu s'y dire ce soir et les points de vue qui s'y sont exprimés.
 - o Le second principe est celui du pluralisme. Donc, pour nous il était évidemment hors de question de faire – je sais que cela s'est pratiqué ailleurs – des débats triés sur le volet en n'invitant que les uns et les autres. Nous, nous avons informé largement, et chacun a pu faire le choix de venir ou pas au débat qui était proposé ce soir.
 - o Le troisième, c'est l'inclusion. Donc, nous allons veiller à ce que personne, dans la salle, ne se sente exclu, et que chacun puisse s'exprimer quels que soient son âge, son sexe, son niveau social, ses origines, son niveau de qualification.
 - o Le quatrième principe est celui de la neutralité. Donc, j'imagine que ça s'applique à moi, puisque, dans un débat, si l'on demande à chacun d'être neutre, le débat manque de sel, mais j'imagine que celui qui organise le débat se doit de faire preuve d'une certaine neutralité. Je le ferai autant que possible même si je me laisse aussi le droit de dire des choses si j'ai envie de les exprimer.
 - o Le cinquième principe est celui de l'égalité. La parole de chacun doit avoir le même poids et je propose, pour ce faire, si chacun accepte cette règle :
 - o que le temps de parole soit limité et que chacune des interventions soit limitée à 3 minutes, de manière à ce qu'il n'y ait pas quelqu'un qui puisse ou que plusieurs personnes prennent

la possibilité d'organiser un long monologue qui durerait un temps infini et qui empêcherait d'autres personnes de s'exprimer ;

- que l'on favorise toujours, dans la distribution de la parole, la prise de parole de ceux qui ne l'ont pas prise jusque-là ; je propose que ce soit un principe que l'on adopte ;
- que l'on fixe peut-être une heure de fin, et que l'on dise que, à 22 h 00, par exemple, il sera temps de terminer ce débat-là au plus tard pour ne pas que la soirée s'éternise trop tard dans le temps ;
- que, là encore, quand les gens seront amenés à prendre la parole, on veille à ne pas les interrompre d'une manière ou d'une autre, de manière à ce que chacun puisse aller au bout de son expression puisque le dernier des principes est le respect de la parole de chacun. On a le droit, évidemment, de ne pas être d'accord ; dans ce cas-là, ensuite, on demande la parole pour exprimer le désaccord que l'on peut avoir.

Quelques mots encore sur l'organisation de ce débat, puisque le site *granddebat.fr* propose, à l'initiative du Président de la République, quatre thèmes de débat :

- la transition écologique,
- la fiscalité et les dépenses publiques,
- la démocratie et la citoyenneté,
- l'organisation de l'Etat et des services publics.

Vous savez, le débat a commencé sur les thèmes du débat, puisque certains ont considéré que ces thèmes étaient de « bons thèmes », d'autres ont considéré que ces thèmes pouvaient être « remis en cause », certains les considérant qu'ils soient trop restrictifs, soit trop tronçonnés... Il est vrai que, par exemple, le fait d'évoquer la transition écologique séparément de celle de la fiscalité paraît un peu compliqué, puisqu'il va bien falloir jouer sur la fiscalité par exemple pour envisager une transition écologique, d'autres considérant que ces thèmes faisaient l'impasse sur un certain nombre de sujets ou de questions et qu'il y avait des questions que l'on aurait du mal à aborder dans le cadre de ces thèmes qui nous étaient posés.

Quand on fait de la démocratie participative, je pense que la première chose à toucher, c'est la manière dont on a envie de débattre, et que, avant de lancer le débat, il faut fixer les règles collectivement.

Je pense personnellement que c'est à nous qu'il revient d'en décider. Au regard de ce que j'ai vu et de ce qu'il pouvait se pratiquer ailleurs, je pense qu'il y a deux manières de procéder :

- la première manière consiste à faire le choix de s'affranchir de ces thèmes de débat, et que chacun puisse prendre la parole pour exprimer ce qu'il a envie d'exprimer dans le cadre des trois minutes consacrées à chacun, de façon à ne pas prendre trop de temps et à ne pas trop déborder ;
- la deuxième manière consiste à nous conformer aux quatre thèmes qui nous sont proposés et, dans ce cas-là, vu le nombre, si nous décidons de les traiter successivement et de terminer à 22 h 00, on va forcément passer très peu de temps sur chacun des thèmes, ce qui risque de générer des frustrations et peut-être faire le choix de réfléchir à découper la salle en quatre ateliers au cours de ces quatre thèmes.

Le problème de ces quatre ateliers est que chacun ne pourra participer qu'à un seul d'entre eux et ne pourra pas être partie prenante de ce qui aura été dit dans les autres.

Voilà, je propose peut-être que l'on commence quelques minutes sans y consacrer trop de temps par trancher cette question-là. Soit on fait un débat en salle plénière, ce qui s'est pratiqué le plus souvent, qui permet bien à chacun dans le cadre des thèmes qui nous sont proposés ou en dehors d'exprimer ce qu'il a envie d'exprimer sur les sujets qui lui paraissent importants, ou alors, on reste strictement conformés aux thèmes qui nous sont suggérés, et on imagine de découper la salle en quatre ateliers qui permettent d'aborder... On fait cela en débat en salle plénière ? Ça convient à tout le monde ?... D'accord.

Alors, à partir de là, moi, j'en ai terminé avec mon introduction.

La parole est à qui veut la prendre.

Trois minutes : j'ai le rôle désagréable de surveiller et dire quand ça s'approche ?...

Intervenante n° 1.- Danièle, retraitée. Je souhaite bénéficier à nouveau de la demi-part accordée aux veufs et aux veuves non remariés vivant seuls. Condition : avoir plus de 75 ans, ceci afin de financer :

- mes médicaments non remboursés, d'une part ;
- les soins prescrits par l'hôpital Robert Debré à ma petite-fille, d'autre part, parce que, malgré les promesses, des troubles d'enfermement de la sphère autistiques ne sont pas pris en charge si le niveau de l'adolescent est un niveau normal ;
- l'isolation thermique par l'extérieur de notre copropriété.

Je vous remercie.

Intervenant n° 2.- Oui, ce n'est pas vraiment une question mais plutôt un constat.

- Je vois qu'en page 2, il y a un très joli tableau qui dit : « *Ce que financent 1 000 € de dépenses publiques* ». Dans les dépenses publiques, on compte les retraites, l'assurance-maladie, le chômage. Je suis désolé : ce ne sont *pas* des dépenses publiques, ce sont en général des cotisations qui font en fait partie intégrale, la plupart du temps, d'un salaire différé ou redistribué ; ce ne sont pas des dépenses publiques. Je trouve que ce petit tableau qui est donc en page 2 est extraordinairement révélateur en lui-même de ce qu'on prétend vouloir présenter aux gens et leur faire croire.
- Je pense qu'en économie il faut dire des choses très simples aussi. Cela fait des années que j'entends dire qu'il faut que les gens travaillent plus longtemps puisqu'ils vivent plus longtemps ; moi, à cette simple chose, je répondrai que, lorsqu'il y a 10 % de chômage dans ce pays depuis des années et des années, eh bien 10 % de chômage appliqués à une vie de travail, ça correspond exactement à quatre ans ; cela veut dire que, si l'on résout la question du chômage, on résout évidemment la question des retraites.
- Deuxième chose, toujours sur les retraites : entre le moment où vous commencez à travailler et celui où vous terminez de travailler, la productivité du travail a doublé ; cela veut dire que, à la fin de votre carrière, en moyenne, un travailleur fait en deux jours et demi, ce qu'il faisait en cinq jours au début de sa carrière. Cela veut dire que la question des retraites, là encore, est simplement la question de savoir si on cotise suffisamment, si l'on accepte de consacrer une part augmentée de cet accroissement de la productivité du travail et de ses bénéfices à financer les retraites. Voilà ! Il suffirait d'assez peu de choses, et finalement, tout ça, c'est un problème qui disparaît.

Intervenante n° 3.- Bonsoir. Je voudrais parler de deux choses :

- Des retraités aussi : ce qu'il faut savoir, c'est que quand on est retraité, on ne gagne plus le même salaire, on a une grosse dégringolade, et que, en plus, on a la mutuelle qui augmente, le Pass Navigo qui n'est plus du tout pris en charge, et même concernant les activités sportives, alors que, quelquefois, on a une petite indemnité du comité d'entreprise, là, elle n'a plus lieu du tout. Donc, bon... sur la retraite, ça fait quand même très, très mal. Eh bien, moi, je voudrais que l'on remette un peu tout ça en place et qu'on en reparle ; ça, c'est une première partie.
- Ma deuxième partie qui sera très courte, c'est que je voudrais absolument l'égalité entre les régions, c'est pas possible ! Et à l'intérieur d'une même région, il y a des choses qui ne sont pas du tout équivalentes. Et alors, on est le pays où l'on dit « *Liberté, égalité, fraternité* », mais moi, je dis qu'« *égalité* », c'est faux ! C'est faux : il n'a plus lieu d'exister, ce mot-là, dans notre pays ! La France, c'est la France, et la France, c'est dans tout l'Hexagone ! C'est

pas la France d'un côté puis l'autre France de l'autre côté ; ça, ça ne peut pas exister ! Je vais donner quelques exemples : dans le 93, les Pass Navigo des collégiens ne sont pas remboursés depuis des années ; dans le 94, prise en charge des Pass Navigo pour les collégiens ; tablettes – des tablettes distribuées aux collégiens, ce qui n'existe pas non plus dans le 93.

Donc, je dis : « Il y a deux poids, deux mesures » ; il y a des choses qui existent à Paris : prise en charge gratuite de trois activités par semaine, qui tournent chaque trimestre pour les activités sportives des personnes âgées : gratuit, tout ça ! Eh bien, nous, si l'on veut faire trois activités sportives dans la semaine quand on est retraité(e), c'est hors de prix ! C'est hors de prix... Il n'y a pas de raison ; c'est l'Île-de-France ; c'est la France de toute façon. Eh bien, ce qui se fait à droite doit se faire à gauche aussi. Voilà !

Intervenant n° 4.- Merci, bonsoir : Jean-François MONDEJAR, professeur d'espagnol en université et école de commerce supérieure. Je vais rebondir sur les retraites. Ce que j'aimerais :

- C'est qu'il y ait la fin des régimes spéciaux et des aides particulières en fonction des branches.
- Que le calcul des retraites soit identique pour tous.
- Ensuite, pour rebondir sur les salaires – car c'est quand même le nerf de la guerre – si on arrivait à 1 800 € brut, ce serait quand même pas mal au niveau du SMIC.
- Ensuite, création d'une grille d'évolution de carrière : une espèce de « carnet de santé du travailleur », en quelque sorte, qui le suivrait toute sa vie, et son évolution de carrière qui permettrait à tout un chacun de déterminer si ce personnage *x* est dans la bonne voie ou s'il a bifurqué, ou si l'on peut l'aider ou si l'on peut le recadrer, si vous voulez, dans son évolution de carrière.
- Ensuite, en termes de positivité, j'aimerais quand même que nous préservions les états de nos hôpitaux qui sont très mal en point, malheureusement, qui ferment de plus en plus, puisque beaucoup de services ferment.
- Ensuite, concernant les étudiants, toujours, dans ma carrière de professeur, je pense, comme Madame le disait, à quelques écoles qui bénéficient de moult aides sociales adaptées à l'éducation ; entre autres – je peux la citer – la Région de Boulogne qui précisément a des tablettes ; ça s'appelle « l'école du numérique », figurez-vous, et donc, pratiquement tous les étudiants ont une tablette allouée, avec nos deniers, c'est toujours la même chose.
- Ensuite, sur le « négatif », entre guillemets, c'est-à-dire qu'est-ce qui pourrait apporter en quelque sorte de « l'eau à nos moulins » en finances si l'on abrogeait, comme je l'ai déjà dit, les régimes spéciaux ?
- Ensuite, suppression des privilèges : privilèges pour certains « comptes publics », les salaires après mandats, etc. pour les autres... C'est quand même un peu fatigant (emplois fictifs etc., indemnités *ad vitam aeternam*, etc.), ça, ça serait peut-être pas mal...
- Autre chose : présence physique *et* mentale pour notre camarade et physique pour la plupart des autres élus. Franchement, quand je regarde le mercredi à la télévision – ça m'arrive – l'Assemblée Nationale Française aussi vide qu'un stade de foot de 3^e division, je me dis qu'il y a quelque chose qui ne va pas...
- Ensuite, taxe sur les transactions les plus spéculatives. Je ne dis pas que ce soit pour tout le monde...
- Et puis je vais écourter puisque mon camarade me dit d'arrêter. Alors, oui, juste une conditionnalité sur les aides financières et fiscales accordées aux entreprises. Merci.

M. Lionel BENHAROUS.- Dans un stade de football de 3^e division, il y a beaucoup de monde.

Intervenante n° 5.- Bonjour. Je pense qu'on a beaucoup de points communs dans les revendications et les remarques diverses qui ont été faites.

Je voulais simplement dire que, lorsqu'il a été question de la fiscalité qui a l'air d'être un des points primordiaux du Grand Débat, j'ai été particulièrement choquée au début, quand il a été question d'instaurer une augmentation de la CSG, il m'a semblé qu'on voulait donner des leçons aux retraités qui ne sont pas tous, contrairement à ce que l'on dit, des privilégiés – pour rebondir aussi sur ce que disait Madame à propos de l'égalité –, je crois que le Grand Débat pourrait être aussi justement l'occasion de, de nouveau, réfléchir à cette question d'égalité. Je reviens sur la question de la CSG, je pense personnellement que c'est un très mauvais calcul que d'avoir réduit le pouvoir d'achat des classes moyennes, et en particulier des retraités qui sont... J'ai découvert que j'étais très riche parce que j'avais une retraite correcte. Comme je n'ai pas eu la chance de rater mes concours, que je les ai réussis, comme notre président de la République, donc, je me suis retrouvée à la fin de ma carrière avec une pension au début de ma retraite qui était assez intéressante : aux alentours de 3 000 €. Vous voyez, mais je suis veuve, je ne suis pas héritière, donc, je suis obligée de me loger, mais aussi de manger, comme tout le monde, et je voulais dire que les retraités sont aussi des gens qui aident. On l'a oublié ; quand on a voulu nous donner des leçons, on aide nos enfants qui ont des difficultés, nos petits-enfants et aussi les parents qui ont quelquefois atteint un âge qui arrive à 90 ans passés, qui n'ont pas toujours les moyens de se loger dans les EHPAD qui sont devenus très chers, et donc, on est coincés entre deux générations qui ont besoin de nous, et je peux vous dire que j'ai quand même été pendant sept ans une sorte de SDF logée chez des amis puis chez ma sœur pour avoir prêté mon appartement à mes enfants, à ma famille, pendant sept ans, gratuitement, pour qu'ils puissent, le temps qu'ils se retournent, qu'ils finissent leurs études – et ils n'ont pas réussi à trouver, malgré leurs deux enfants, un logement social – trouver quelque chose, et ils sont donc partis du côté de Fontainebleau pour se loger. Moi, j'ai pu récupérer mon appartement que je n'aurai fini de payer que lorsque j'aurai 74 ans, c'est-à-dire dans quatre ans. Donc, voilà ! Ce ne sont pas des situations de privilégiés et je pense que l'on peut être encore utile à bien des égards, pas seulement d'ailleurs sur le plan financier. On peut faire aussi appel à nous pour plein de choses : le bénévolat, les associations, etc., mais je pense que le fait de réduire notre pouvoir d'achat est un très, très mauvais calcul. Et effectivement, on ne prend pas l'argent là où il est. Voilà ! C'est tout ce que je voulais dire. Enfin, il y a d'autres choses, parce que je pense que l'on est tous d'accord sur beaucoup de points qui n'ont pas été abordés. Merci !

Intervenant n° 6.- Merci. Bonsoir. Je vais rebondir sur ce que vient de dire Madame, parce que, moi, je suis un jeune retraité ; j'ai découvert ça en joignant les impôts, en fait, pour qu'ils diminuent mon taux d'imposition. Mais en fait, la CSG, ce n'est pas 1,7 ; c'est bien plus ; parce que, en fait, c'est non déductible. Donc, on paye de l'impôt sur l'impôt. Donc, c'est bien plus que 1,7. Alors, je ne sais pas si tout le monde est au courant, mais moi, j'ai découvert ça en joignant les impôts. Bon, maintenant, « je n'ai pas inventé la poudre ». Je vais simplement parler de justice fiscale. Bon, quand on voit que Total bénéficie de crédits d'impôt, ça laisse rêveur. Quand plusieurs éditorialistes économiques, plusieurs médias, disent que, en fait, les grands bénéficiaires de la politique du gouvernement, ce sont les 1 % les plus riches, ça laisse rêveur aussi ; par contre, on taxe des classes moyennes effectivement en diminuant les APL ; or, taxant les retraités ; voilà ! Donc, effectivement, je pense que, au niveau justice fiscale, il y a beaucoup de choses à faire.

Intervenante n° 7.- Bonjour ! Vous avez pointé dans votre entrée en matière le mouvement des gilets jaunes qui, en tout cas, a le mérite de nous réunir ce soir, mais qui a aussi été l'occasion de libérer une parole haineuse et notamment sur Internet ; et donc, voilà, dans le cadre de la thématique sur la citoyenneté, je pense qu'il faudrait rompre avec le principe de l'anonymat sur Internet pour éviter justement ce déversoir, cet égout... Parfois, c'est ignoble ! Voilà.

Intervenante n° 8.- Un peu dans la même veine, moi, ce qui me frappe, depuis ce que l'on appelle la « crise des gilets jaunes », c'est la difficulté que l'on a collectivement à réfléchir à l'intérêt général. Et alors, ça veut dire : « Je pense, donc, j'ai raison, et je balance ça sur les médias n'importe comment. » Ça veut dire que dès que l'on lâche la parole, c'est : « Voilà, moi, c'est comme

ça. » Et on retrouve, y compris dans la vie associative, etc., les difficultés à poser la question de l'intérêt général. Vous disiez : le respect, des choses de ce genre... Moi, je crois que ça fait partie d'un débat collectif sans doute de se reposer ces questions-là. Et je pense que l'on aura gagné quelque chose si on arrive à réfléchir aussi dans ces termes-là. Parce que la juxtaposition de nos malaises les uns et les autres – et on en a tous –, ça ne fait pas une société. Et moi, je constate l'atomisation de la société, et c'est vrai que les gens ont de bonnes raisons de râler chacun dans leur coin. Mais comment refait-on une société alors que libérer la parole – et vous avez raison de le dire – chacun derrière son ordinateur, ce n'est pas ce qui va nous recréer du collectif. Donc, comment faire pour se reposer collectivement ces questions-là ? Et je pense que nous aurons avancé si nous arrivons à travailler là-dessus.

Intervenante n° 9.- Bonjour. Je suis Annie BARTHELEMY, je suis salariée. Je voulais tout à fait rebondir sur ce que vous disiez, parce que je suis à 100 % d'accord. Il me semble que l'intérêt général, c'est vraiment extrêmement important, et la question que vous posiez sur l'éducation, moi, ça me touche beaucoup, parce que c'est un sujet qui m'intéresse énormément et qui, dans le département où nous vivons, est quand même quelque chose de compliqué, je pense, et je crois justement que cet intérêt général devrait commencer par savoir ce qu'il faut faire pour nos enfants, comment les aider au niveau de l'éducation, parce que l'éducation, c'est la clé de tout ! Les enfants éduqués et éduqués à tous les niveaux, ce n'est pas forcément de grandes études, mais c'est simplement l'Education avec un grand E. Qu'est-ce qu'on fait ? Et là, je rebondis sur ce que vous dites ; c'est-à-dire collectivement et individuellement, c'est très compliqué, mais comment on fait passer et comment on passe au-delà de nos individualités pour justement agir collectivement, s'engager dans des associations, mener des initiatives, et ça, ça me paraît vraiment important. Au-delà de toutes les listes à la Prévert, et je les entends bien, je les comprends bien, mais il s'agit de savoir ce que l'on fait, chacun, en se liant collectivement pour avancer sur les initiatives. Et je crois que l'on ne peut pas compter que sur l'Etat ; il faut vraiment compter sur tous ensemble, voilà.

Intervenant n° 10.- J'aimerais reprendre le thème des inégalités sur deux points :

- D'abord, au niveau de la mobilité, il apparaît que les handicapés à Paris et en Île-de-France ne peuvent pas se déplacer du tout : ils ne peuvent pas prendre le bus ni le métro ; ou bien, s'ils prennent le bus, il faut que la plaque soit en fonctionnement. Enfin, c'est très, très difficile. Il faut que les accès soient possibles et ça ne l'est pas. Donc, c'est un problème majeur, je pense, en Île-de-France et peut-être en France entière.
- Le deuxième point est plus d'actualité ; c'est la réforme des lycées. Les lycées maintenant vont proposer diverses activités qui vont déterminer l'avenir post-bac des élèves, ce qui fait que, selon l'endroit où l'on habite, on ne pourra pas faire ce que l'on veut. Et ça va encore créer beaucoup d'autres inégalités au niveau des études.

Intervenant n° 11.- Bonsoir. Est-ce que l'organisation de cette réunion de ce soir nous autorise à sortir des quatre thèmes qui avaient été prévus au départ pour ce Grand Débat ?...

Moi, je voudrais intervenir sur l'organisation des établissements qui prennent en charge les personnes âgées qui sont dans un état vraiment préoccupant, d'autant que nous aurons de plus en plus de personnes âgées ; et pour élargir le débat, je souhaiterais que l'on aille un peu plus loin, et que l'on se préoccupe carrément de la fin de vie. Nous avons modifié par deux fois la loi Léonetti pour essayer d'emménager des dispositions qui soient acceptables par tous, mais ces lois Léonetti ne sont pas suffisamment précises sur beaucoup de sujets, et actuellement, il y a des fins de vie qui sont lamentables dans des conditions qui ne sont pas acceptables. Merci.

Intervenante n° 12.- Oui, bonsoir. D'abord, je vous prie de m'excuser, car je vais être obligée de partir pour activité associative dans cinq à six minutes. Donc, je prends quand même la parole.

Ce qui me frappe dans ce débat, et moi, je suis à 100 % d'accord avec la dame qui est à côté de moi ; c'est le hasard si nous nous sommes trouvées à côté, j'ai vraiment applaudi ce qu'elle a dit et celle qui l'a suivie, pour reparler de l'intérêt général. Parce que ça, je pense que dans toutes les remarques qui sont faites par les uns et par les autres, et qui ont été portées entre autres par les gilets jaunes, il y a beaucoup de revendications qui, toutes, une par une sont justes, mais là, toute la question est celle des arbitrages et le fait de savoir comment on va les articuler, parce que le « catalogue à la Prévert » comme a dit Madame, ça ne nous fera pas avancer. Donc, je pense que, sur la question de la fiscalité, il est sûr que des choses sont à faire bouger. Concernant l'ISF, je pense qu'il y a un consensus sur le fait de savoir que tout le monde était choqué par la suppression de l'ISF, mais il y a certainement d'autres voies à trouver aussi, notamment peut-être une tranche supérieure pour les impôts, etc., parce que, quelque part, il faut quand même le trouver, l'argent, donc... voilà, il ne s'agit pas seulement de dire qu'il faudrait rétablir ceci ou cela, il faut bien que quelqu'un paye, et moi, ce qui me préoccupe, c'est le fait que, sur l'impôt, il y a quand même très souvent un refus ou un non-consentement à l'impôt, comme on dit, et je pense que, au niveau du bien-être général, il faut qu'on rétablisse aussi une confiance dans le fait que l'on peut payer des impôts ; alors évidemment à juste mesure et de façon moins inégale, parce que, aujourd'hui, ce n'est pas juste la façon dont la politique fiscale existe, mais il faut quand même que l'on rétablisse l'idée que payer des impôts, c'est normal aussi.

La CSG avait quand même un mérite à l'époque, c'est que c'était une « Contribution Sociale Généralisée ». Elle n'était pas que sur les salaires, et ça, c'était justement positif de faire payer le revenu du capital, etc. ; il ne faut pas l'oublier. Enfin, il y aurait beaucoup à dire sur la fiscalité.

Et puis le deuxième grand thème qu'il ne faudrait pas oublier, c'est la transition écologique. Alors, moi, je suis écologiste, mais j'y tiens. J'y tiens pourquoi ? Parce qu'il ne faudrait pas que le grand débat, on y aille de tout notre catalogue, de la façon dont on vit jusqu'à présent et de regretter qu'il n'y ait plus ceci ou qu'il n'y ait plus cela, mais il faut qu'on se dise dans nos têtes qu'il faut aussi qu'on apprenne à vivre autrement ; il faut qu'on change nos habitudes sur les transports. Alors, évidemment, il faut plus de transports collectifs ; donc, on revient à la première partie du débat : « Qui paye quoi ? », etc. Mais je veux dire qu'il faut vraiment nous emparer de ça, parce que c'est devant nous, et la catastrophe, elle est devant nous ! Et je vais reprendre la phrase qu'avait citée CHIRAC – ça ne m'arrive pas souvent de citer CHIRAC : « La maison brûle et nous, on regarde ailleurs... » Aujourd'hui on dit qu'il y a un consensus sur le fait que le réchauffement climatique existe ; il y a encore 10 ans, on avait assez de gens qui disaient que ça n'existait pas. A l'échelle mondiale, il y en a encore assez qui font semblant... Mais je veux dire que c'est du sérieux ! Et aujourd'hui, qu'on soit jeune ou plus âgé, il faut absolument que l'on prenne la question à bras-le-corps. Je m'excuse, parce que je vais être obligée de partir, mais voilà, je pense qu'il ne faut pas oublier de traiter non plus cet aspect. Merci.

Intervenante n° 13.- Oui, bonjour, je suis Michelle ZAD, je suis sinologue. Je voudrais rebondir sur vous et notamment sur les impôts. Les impôts, c'est nécessaire, bien sûr, si nous voulons des services publics ; on est tous d'accord. Je pense qu'on est tous d'accord sur le fait que ceux qui soient plus riches payent plus d'impôts, bien sûr. Là, on sent des injustices, mais ce que je voudrais dire, c'est une réflexion que j'ai depuis longtemps, je ne sais pas pourquoi la moitié de la population française – ce n'est peut-être pas la moitié – ne paie pas d'impôts. Donc, je parle évidemment des plus pauvres ; nous sommes d'accord... Les pauvres ne paient pas d'impôts, et je trouve que c'est fondamentalement injuste ; ils paient la TVA, on est d'accord, mais ne serait-ce qu'un petit peu d'impôt, mais vraiment presque symboliquement, est-ce que ça ne rapporterait pas quand même quelque chose de nécessaire à l'Etat ? Combien ?... Je ne sais pas si l'on n'est pas capable de payer des impôts, mais ne serait-ce que 5 € par an?... Je ne sais pas ! C'est une idée que je dis ! Avec l'informatique, on peut faire des choses comme ça. Je veux dire que ce n'est pas si cher de gérer cela. Je sais que c'est une question qui fait hurler beaucoup de gens, mais il me semble que si l'on veut que les citoyens... tout le monde doit être responsable de son pays, doit apporter une petite pierre, une petite touche à son pays. Il n'y a pas de raison que... que certains paient beaucoup plus que d'autres, apportent beaucoup, effectivement, et puis que d'autres, malheureusement, ne puissent pas contribuer. Ils ne le peuvent pas, parce qu'on ne leur demande même pas d'y contribuer. Voilà ! Donc, je pense que, bien sûr, le fait de payer des impôts, encore une fois, c'est juste symbolique pour les plus

pauvres ; même si c'est 2 €, n'importe quoi, mais enfin, il faut que des gens sachent combien on peut demander, et que les gens les plus pauvres se sentent aussi responsables de ce pays, qu'ils apportent vraiment quelque chose. Tout le monde est nécessaire dans ce pays pour le faire avancer. Chacun à sa manière et selon son portefeuille. C'était juste ça, mais autrement, je suis bien d'accord : il y a énormément de revendications qui doivent être écoutées ; il y a énormément d'injustice dans ce pays ; ce n'est pas le pays le plus injuste du monde, nous sommes d'accord, mais nous sommes en France, nous sommes Français, on parle de la France, il y a des injustices à écouter et espérons que notre président va vraiment bien comprendre ce que nous voulons tous, ce qui n'est pas évident, puisque l'on ne respecte même pas le plan de ce débat, mais en fait, on a la possibilité – et ça, c'est un bonheur – de pouvoir parler d'autre chose, voilà... Moi, j'ai parlé un peu des impôts, nous avons un peu parlé des impôts... C'est un peu dans la fiscalité, finalement. Voilà, merci de ne pas m'avoir huée ; bonne soirée.

Intervenant n° 14.- Bonsoir. Alain, habitant des Lilas, salarié pour quelques mois encore. J'étais bien content que l'on aborde le sujet de l'écologie, parce que, depuis le début, on parle beaucoup d'argent, de fiscalité, de retraite... Moi, je n'arrive pas à faire le lien entre ce que l'on nous demande, c'est-à-dire de faire des efforts au quotidien et en même temps de ne pas remettre en cause ce système productiviste dans lequel on vit, la société de consommation. Donc, ce système productiviste, on ne pourra pas le remettre en cause si l'on ne fait pas l'effort personnel. Cela ne pourra pas partir de mesures qui viendront d'en haut. C'est uniquement par l'effort que l'on peut faire ; tout simplement. Alors, il y a une chose que j'ai remarquée. Je me promène souvent, je fais de la randonnée, et il n'y a pas un seul endroit où je tombe sur des déchetteries sauvages partout, partout, partout... La dame parlait de Fontainebleau. Dans la forêt de Fontainebleau, vous trouvez des matelas, des déchets, etc. Et ça reste, ça reste pendant des semaines. Je préviens les mairies, j'envoie des mails... Cela ne bouge pas. J'ai remarqué que c'était souvent des entreprises, peut-être du travail au noir, des gravats, des choses de ce genre... Peut-être qu'il y aurait une surveillance à faire, peut-être surveiller ces entreprises, peut-être imposer, faire une avance par exemple de trésorerie sur le volume de déchets par rapport au chiffre d'affaires d'une entreprise, et à chaque fois qu'une entreprise viendrait à une déchetterie pour jeter ses déchets, finalement, on lui rendrait l'argent ; ça irait dans l'autre sens ; c'est-à-dire payer d'abord et être remboursée en fonction de ce qu'elle rapporterait à la déchetterie, ce qui motiverait les entreprises à venir jeter ; parce que là, apparemment, ils prennent une taxe, je crois, sur les travaux, mais il y en a beaucoup qui se permettent de jeter leurs déchets un peu n'importe où.

Il y a ça, et puis alors, par contre, là, c'est plutôt à Monsieur le Maire que ça s'adresse : en ce qui concerne les encombrants, j'ai remarqué que j'avais lu sur le petit feuillet que les déchets électroniques, on ne pouvait pas les laisser sur les trottoirs : il fallait les déposer aux déchetteries. Mais les déchetteries, elles sont loin. Quand on n'a pas de voiture et qu'on doit jeter un écran de télévision ou un ordinateur, il faut prendre un transport en commun, il faut respecter les horaires, c'est des horaires de travail, ce n'est pas ouvert le week-end... C'est un petit peu ridicule.

J'ai une déchetterie à côté de chez moi, mais elle dépend de la Ville de Paris. Donc, si je veux jeter quelque chose, je suis obligé de demander si je peux le faire, parce que théoriquement, non, il faut une carte d'identité, etc. Donc, en ce qui concerne les déchets électroniques, ce qui va être de plus en plus important dans les années qui viennent, il faudrait essayer de faire en sorte que l'on ait des points de dépôt plus près, peut-être. A la mairie, je ne sais pas comment on peut organiser ça, mais... oui, voilà (*rire*). Enfin, moi, en gros, mon dada, c'était plutôt tout ce qui était déchets, écologie, etc., voilà.

Intervenante n° 15.- Oui, Françoise Rousseau, retraitée aussi, qui a deux enfants de 25 et 24 ans. Je sais que l'un d'entre eux est là, mais il est élu ; alors, c'était la moindre des choses qu'il soit là, mais ce qui me frappe en nous regardant les uns et les autres, alors que je vois quand même des têtes grisonnantes, c'est que je ne vois quand même pas beaucoup de jeunes ici. J'en vois même peu, ce qui me désole ! Je reconnais que je n'ai pas réussi à décider ma propre fille de bouger, parce qu'elle est dans une grande interrogation aussi sur l'avenir. Et j'ai beau être une optimiste de nature, mais quand elle m'interroge et qu'elle me dit : « Qu'est-ce que c'est d'aller

travailler pour avoir un salaire, pour payer des charges, pour ne pas réussir au bout du compte à pouvoir payer son logement et autre ? » Et siégeant par ailleurs, en tant qu'administratrice au CCAS, à la commission permanente tous les 15 jours, je pourrais dire à Madame que pour payer ne serait-ce que 0,20 € d'impôt, il faut des fois le vouloir, parce que, quand on a un reste à vivre qui est à -0 ou -100, on fait comment déjà pour payer ses charges ? Alors, c'est bien beau, l'égalité ! Mais je ne suis pas sûre que ce soit de cette égalité-là. Moi, je parle de justice sociale dans ces cas-là. Et il y a des gens qui sont logés sur la ville, exploités par des marchands de sommeil ; même si la Mairie y veille, il y a des choses que l'on ne peut pas faire, des gens qui payent des loyers exorbitants et qui ont très peu de ressources, il y a des gens très pauvres sur notre ville ; il faudrait aussi en être conscient. Mais je reviens aux jeunes. Eh bien, les jeunes, pour eux, ceux que je fréquente se posent 1 001 questions sur leur avenir. Et je dois dire que, parfois, nous sommes responsables aussi et souvent de l'avenir qu'ils vont avoir par des décisions que nous n'avons pas prises ; alors, je ne suis pas au gouvernement, j'émet aussi des vœux pour que cette justice sociale existe, et je dirai, Madame, qu'il n'y a pas que la France hexagonale, il y a aussi nos compatriotes ultramarins qui sont bien moins lotis que nous et qui n'ont pas les mêmes droits que nous, ici, en France métropolitaine.

Intervenante n° 16.- Bonsoir. Justement, je vais rebondir sur le commentaire de Madame, parce que voilà, effectivement, c'est très difficile en tant que jeune de se projeter dans l'avenir qui, de plus en plus, nous paraît sombre, parce que, d'un côté, il y a beaucoup de choses qui ne sont pas faites et que l'on voudrait voir faire, mais pour d'autres surtout, il y a un manque de confiance. On a l'impression que même quand on nous dit que l'on va faire des choses, finalement, il ne se passe rien.

Et ça fait lien du coup avec le deuxième sujet ; c'est celui de la transition écologique, parce que forcément, c'est celui qui touche le plus les jeunes ; parce qu'on va vers l'avenir, et c'est là que l'on va se rendre compte qu'il y a beaucoup de choses qui ne vont plus fonctionner comme elles fonctionnaient aujourd'hui ; et du coup, c'est maintenant qu'il faut faire des choix qui sont très importants, dont on ne voit pas tout de suite l'effet, mais si tu ne les fais pas, plus tard ce sera trop tard. On est dans une urgence climatique qui ne nous semble pas aujourd'hui si urgente que ça, mais en fait, ce sont les choix de maintenant qui vont avoir lieu. Et je voudrais justement revenir sur l'intervention de Monsieur sur les déchets ; effectivement, il est très important de les gérer, et sans ça, en fait, on ne va aller nulle part, mais en fait, les déchets, ça va encore plus loin, puisque les déchets mal entreposés, ce qui pollue, c'est l'environnement, et, à la fin, ils polluent l'eau. Et en fait, sans l'eau, on ne peut pas vivre. L'eau, c'est un bien commun qui doit être accessible à tout le monde, et surtout, je pense, en fait, comme on voit dans plusieurs endroits en France en ce moment, qui doit être géré par des régies publiques qui vont porter cela comme intérêt commun, et du coup qui va être de gestion privée. Ça me semble très imprudent de donner des contrats qui durent des décennies à des boîtes privées dont le profit est de vendre le plus possible pour un objet, l'eau, qui en fait, justement, dans les décennies à venir, va être de plus en plus rare, et que, du coup, il faut économiser. C'est pour cela que, aujourd'hui, je pense que, au centre de la transition écologique, la place de l'eau est de plus en plus importante, et il ne faudrait pas qu'on laisse passer l'opportunité aujourd'hui de récupérer cette gestion de l'eau publique, ici comme ailleurs, puisque, à Paris, ils l'ont fait il y a quelques années, ils l'ont fait aussi dans d'autres grandes villes en France : à Montpellier, à Grenoble... Récemment Toulouse a voté contre ; c'est vraiment dommage ; c'est la gestion privée qui reprend la main, et sur notre territoire, ça se passe cette année, et je pense qu'il est important pour tout le monde que nous, citoyens, poussions les politiciens à prendre des engagements qui soient forts pour récupérer l'eau, parce que sans l'eau on ne pourra rien faire ; ni aujourd'hui ni demain ni dans 20 ans. Merci.

Intervenant n° 17.- Bonjour. Je m'appelle Timothy : je suis résident des Lilas depuis un an ; ma compagne, elle, y est née. Donc, je découvre une ville qui n'est pas très grande, qui a un espace relativement confiné, mais qui crée du coup un esprit de village que j'apprécie particulièrement, pour moi, pour mes enfants, pour ma famille, et collectivement. En revanche, ce que je constate ici ce soir, c'est que, effectivement, des gens ont envie de prendre la parole, ont envie de s'investir dans leur commune et le font ce soir, mais ont-ils pu le faire, et comment ont-ils pu le faire

précédemment ? Peut-être que c'était un peu plus compliqué. La question qui nous est offerte d'être posée aujourd'hui à la faveur des gilets jaunes dont j'ai été à certains moments, c'est : Comment on peut se réapproprier au niveau communal, au niveau de la municipalité, notre ville ? Comment on peut y participer ? Comment on peut rompre l'isolement de personnes qui sont âgées, handicapées ? Comment on peut créer des espaces communs avec des jeunes, des gens intermédiaires comme moi ? Comment en gros on peut aider des personnes qui, dans un HLM ou un logement social, n'ont plus d'ascenseur ? Comment est-ce qu'on peut favoriser la culture et la répandre ? Et comment répondre aussi aux enjeux écologiques d'une manière un peu différente en parlant de l'éclairage, en parlant des routes, des espaces verts ? Comment on peut se réapproprier cela ? Comment demain, sur une commune comme les Lilas qui fait 1,5 km², on peut peut-être se retrouver le même nombre une fois par mois pour décider ensemble de ce que l'on a envie de faire de cette commune ?

Pour moi, c'est ça, l'évolution de demain, où Madame parlait de l'eau ; toutes ces questions-là dont on peut débattre à loisir sur une heure, une heure et demie, peut-être une fois par mois. Pour moi, c'est ça, aujourd'hui, l'avenir ; l'avenir, il appartient aux gens qui l'ont devant eux au quotidien, et pas nécessairement dans les questions de fiscalité étatique ou autres, même si ce sont des questions et des enjeux importants, mais pour ça, il y a le vote, mais pour ça, il y a des instances et des représentations ; mais nous, là, aujourd'hui, on a juste besoin de nous pour nous occuper de nous-mêmes ; et ça, on peut le faire déjà. Et s'il y a un Grand Débat comme ça, moi, je veux qu'il y ait des petits débats, et des petits débats tout le temps, quand on veut, quand on peut et quand on a besoin de décider ; voilà... Pour moi, c'est ça, l'avenir qu'on peut avoir pour les Lilas.

Intervenant n° 18.- Bonsoir. Moi, je suis syndicaliste de métier, mais je milite depuis 25 ans ; je n'ai pas toujours été dans ce métier-là, mais je le suis aujourd'hui, et ça va peut-être se ressentir dans mes propos, et du coup, je me suis quand même appuyé sur les thèmes qui étaient proposés et je développe ça. Alors, ce qui me dérange le plus aujourd'hui dans mon engagement, c'est la perte de confiance des citoyens envers notre démocratie, envers ses institutions. Alors, je pense qu'il y a des choses à changer, qu'il faut changer les règles.

- En matière de mandats politiques, si les premiers pas sur le non-cumul avancent un tout petit peu, je pense que, à l'instar de ce qui se fait sur les représentants du personnel dans les entreprises, il faut réduire la durée des mandats. Aujourd'hui, quand on est élu dans une entreprise, on ne peut pas aller au-delà de 12 ans dans un mandat, ce qui oblige à un renouvellement constant de cette institution. Et c'est plutôt intéressant quand on est vieux syndicaliste comme moi. Moi, je pense aussi qu'un candidat malheureux à une élection et notamment aux élections présidentielles – au moins celles-là, mais peut-être il faudrait aller plus loin – ne devrait pas pouvoir se représenter parce qu'il a perdu devant l'institution ; il a perdu ? Eh bien voilà, il est éliminé, n'en parlons plus !... (*Rires. Répondant à des propos hors micro*) Oui, pour l'instant, mais il y a peut-être des choses à changer ; c'est peut-être ça. Je pense aussi qu'il faut rendre le vote obligatoire, je pense ; ça se fait dans d'autres pays, mais ça doit s'assortir d'autres dispositions, notamment reconnaître le vote blanc par exemple.
- Je pense aussi qu'il faut rendre plus visible le rôle des corps intermédiaires. Bien sûr, je suis syndicaliste ; donc, OK, mais pas seulement. Il y a le CESE, il y a tout le travail que font nos maires dans leurs instances, etc., et ça, ça doit être pris en compte.
- Et puis – je me fais plaisir, mais c'est normal –, il faut rendre les acquis sociaux négociés par les syndicats seulement pour les gens qui sont adhérents à un syndicat.
- En matière de fiscalité, je suis d'accord, et tout ce qui a été dit est très intéressant. Une réforme fiscale s'impose, une réforme plus juste, plus équitable. Je ne suis pas d'accord avec la dame qui dit tout à l'heure que les moins riches, ceux qui ne peuvent pas payer l'impôt sur le revenu ne participent pas, parce que tout le monde paye la TVA et il n'y a pas d'impôt plus injuste que la TVA ; alors, il y a quelque chose à faire sur la TVA et effectivement pour ne pas forcément revenir sur l'ISF, mais une dernière tranche sur les hauts revenus à regarder.
- Evidemment, en matière de transition écologique, il faut revoir tout ce qui est les politiques de transport de marchandises et de personnes. Alors, si en Île-de-France, sur les personnes, c'est

assez intéressant, moi qui viens de la campagne avant de venir à Paris, ce n'était pas toujours évident ; si je n'avais pas deux voitures à la maison, ce n'était pas facile.

- Et puis je pense qu'il faut développer un véritable plan d'accessibilité aux logements durables pour aller dans une écologie qui tienne tout ça en compte. Merci.

Intervenant n° 19.- Merci. Je m'appelle Jean-François ; j'habite aux Lilas depuis 23 ans ; je suis aussi un jeune retraité, donc un de plus. Je voulais dire deux choses :

Une première chose qui fait rire un peu les gens, mais c'est quand même quelque chose de très fort sur la représentation et l'activité des corps intermédiaires. En Scandinavie, c'est exactement la situation qui se passe. C'est-à-dire que, quand il y a des accords qui sont négociés ou des augmentations de salaire qui sont négociées dans une entreprise, elles sont négociées et signées par *des* syndicats, pas par tous les syndicats, et donc, c'est en effet pas donné à tous les membres de l'entreprise ; ce qui veut dire que chacun doit s'investir dans les corps intermédiaires et dans les syndicats pour être efficaces. Sinon, il n'a pas de retour. S'il considère qu'il est juste consommateur passif et qu'il y a les syndicats – OK, ils sont 3 % dans l'entreprise pour pouvoir négocier les conventions collectives, et puis que je bénéficie de tous les accords qui y sont associés, c'est un vrai problème que je qualifierai de « responsabilité individuelle ». Donc, ce n'est pas pour défendre les corps intermédiaires et les syndicats, c'est simplement pour montrer la responsabilité individuelle de chaque travailleur ou chaque citoyen dans son entreprise dans un premier temps.

Deuxième point sur les aspects justice sociale. Quand on parle « justice sociale », il y a deux manières d'approcher : soit on intervient par l'intermédiaire du revenu – par exemple les salaires ; donc, il y a une proposition : « Voilà, 1 800 € brut pour tout le monde. » Mais il faut quand même réconcilier le salarié et son entreprise. Si une entreprise doit brutalement payer tous ses salariés à 1 800 € brut, compte tenu des coûts qu'elle a associés, vous allez voir vos tarifs de tous vos services ou de tous les produits que vous allez acheter, eh bien, ils vont augmenter dans la même proportion. Donc, qu'est-ce qu'on gagne ? Parce que, de toute façon, il faut bien quelque part que l'entreprise retrouve un minimum d'équilibre au niveau de ses comptes, sinon elle dépose le bilan. Donc, il faut faire toujours très attention à ces mesures qui sont dans l'absolu séduisantes, mais dans la pratique absolument pas maîtrisables par les entreprises. Il ne faut pas affronter les entreprises ; c'est ça qui donne des emplois. Il n'y a pas d'entreprises, il n'y a pas d'emplois. Donc, il ne faut pas chercher à prendre des mesures qui vont mettre en danger les entreprises. OK, on va citer toujours les grandes entreprises du CAC 40 qui génèrent les profits, mais en France, il n'y a pas que les entreprises du CAC 40.

Dernier point : si ce n'est pas le revenu, c'est la fiscalité, sous une forme ou une autre distributive. Donc, c'est vrai que, aujourd'hui, par exemple, dans le budget public, les impôts sur le revenu représentent une très faible part du financement du budget public, des vraies dépenses publiques ; je ne parle pas des dépenses sociales. Donc, ça, éventuellement, ça pose question, parce que, évidemment, nous-mêmes, on ne paye que via la TVA ; donc, on peut se poser la question de savoir s'il faut faire des transferts, parce qu'il ne s'agit pas de diminuer puisque déjà on est en déficit ; donc, il faut faire des transferts ; est-ce qu'on fait des transferts de la TVA vers l'impôt sur le revenu pour rééquilibrer les parts ? Et comment on fait ça ? Donc, ça, ce n'est pas forcément si évident que ça que les classes moyennes y gagneraient nécessairement par un transfert de TVA sur une augmentation de l'impôt sur le revenu pour compenser. Donc, il faut faire attention à toutes ces mesures si on ne les prend pas dans un ensemble systémique et il faut regarder les conséquences d'une mesure par rapport à une autre, etc.

Pour finir – et c'est le dernier point – je pense qu'il y a un certain nombre de choses en termes de justice fiscale ; par exemple, l'imposition des dividendes. Je pense que l'imposition des dividendes devrait être rapatriée dans les revenus. Comme l'imposition sur les revenus est une imposition progressive, du coup, les dividendes rentreraient complètement dans la progressivité ; c'est-à-dire quelqu'un qui a quelques actions, touche quelques petits dividendes et qui a un petit revenu – ça peut exister – ne payera pas beaucoup d'impôts sur les dividendes ; en revanche, quelqu'un qui a des revenus très élevés, beaucoup d'actions et beaucoup de dividendes paierait beaucoup d'impôts sur ces dividendes, et ce serait une manière de rendre ça progressif. Merci.

Intervenante n° 20.- Merci. Bonsoir. Vous avez beaucoup parlé des inégalités sociales qui se creusent et c'est un problème pour la société, mais on a quand même peu parlé – certains l'ont évoqué – des générations futures, alors qu'on est dans un état d'urgence écologique. Et je dirais même plus : il y a un risque d'effondrement de notre civilisation, de notre société, de notre modèle productiviste. Donc, si vous voulez, j'ai amené de la littérature ; je vous conseille ce numéro de *Socialter* dont je n'ai pas de parts. Donc que veut dire « l'effondrement de notre société » ? On ne sait pas vraiment par quel bout elle va s'effondrer.

- Est-ce que c'est par le climat ?
- Est-ce que c'est par la fin du pétrole bon marché ?
- Est-ce que c'est par l'érosion de la biodiversité ou la pression sur l'ensemble des ressources ?

Mais si vous lisez les spécialistes du secteur, il est probable que ça s'effondre ; que, au moins d'ici 2030 notre système ne soit plus du tout ce que l'on connaît aujourd'hui.

Il y a eu un rapport qui est sorti en décembre par un bureau d'études qui nous dit ce que l'on devrait faire pour maintenir, pour rester en dessous de 1,5° pour le climat. C'est par exemple :

- baisser notre consommation de 73 %,
- arrêter de prendre les vols long-courriers,
- augmenter le vélo x 6 et diviser par 2 les trajets en voiture.

Ce sont un peu des mesures drastiques, en fait. On est loin... Je comprends les gens qui... qui ont du mal à boucler leur fin de mois, mais en fait, on doit prendre des mesures qui sont beaucoup plus radicales que ça et de manière complètement collective et concertée. On ne veut pas une dictature écologique, mais on veut ensemble décider comment on se prépare à cette situation, parce qu'on est tous accros au pétrole :

- on mange du pétrole – si, si, on en mange : les engrais, c'est fait à partir du pétrole ; les sols sont épuisés, d'ailleurs ;
- on se déplace grâce au pétrole ;
- on se chauffe grâce au pétrole.

On est aussi accro à la croissance, et c'est vraiment la croissance et ce modèle productiviste dont certains ont parlé qu'il faut aussi remettre en cause, puisque, en fait, on est en train de scier la branche sur laquelle on est assis. Alors, il y a beaucoup de retraités, et je pense qu'ils ne connaîtront pas des situations de crise (*rites dans le public*), mais en tout cas leurs enfants, leurs petits-enfants, risquent d'être confrontés à des situations dramatiques, et si l'on ne prépare pas, si l'on ne réfléchit pas collectivement, eh bien, ce sera quelque chose de très violent. Moi, je ne suis pas pour une solution de type survivaliste, où l'on va construire notre bunker, où l'on va faire des réserves de nourriture et dont on sortira quand ce sera terminé. Je pense qu'il faut réfléchir collectivement pour justement trouver des solutions et se mettre ensemble pour réfléchir et pour trouver des solutions pour justement s'adapter à ce monde de pénurie ; et le problème, c'est comment on gère l'excès, l'abondance et notre société d'accumulation.

Intervenant n° 21.- Bonsoir à tous. Juste quatre points :

- Le premier point concerne le fait d'avoir évoqué d'autres sujets que les quatre thèmes initiaux. Simple warning : je ne sais pas du tout quelles suites vont être données à ces sujets hors thèmes. Déjà je ne sais pas quelles suites vont être données aux quatre thèmes ; donc, si en plus on aborde d'autres sujets, ça risque d'être un petit peu complexe.
- Ensuite, le vrai premier sujet, c'est un sujet d'intérêt général ; ça a été évoqué par deux personnes préalablement ; moi, j'ai un souci, c'est que je ne vois pas le projet de société. Là, on peut parler d'écologie, de fiscalité, de démocratie et d'organisation administrative... On peut parler d'énormément de choses, mais au-dessus de ça, c'est quoi le projet de société ?
 - o Quelle est la vision que l'on doit tous avoir à l'heure actuelle sur la France dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans, pour nous, pour nos enfants ?

- Quelle vision, je serais tenté de dire, on doit avoir accessoirement pour l'Europe ?
- Et en fait, on est en train d'évoquer des thèmes qui ne sont que des ingrédients qui devraient normalement être portés par un projet de société beaucoup plus important que ça. Le seul problème, c'est que là, je trouve que l'on a plutôt affaire à des gestionnaires, quels que soient les représentants nationaux, plutôt qu'à des gens qui soient visionnaires. Et c'est un peu le problème, je trouve, à l'heure actuelle. Ce n'est pas le seul pays, hélas, mais en tout cas, c'est le cas.
- J'ai un autre petit point : c'est un souci sur la culture, que l'on a tous, et je trouve qu'il se retrouve ce soir, mais c'est très français ; le problème n'est pas de « flinguer » les plus riches ; le problème, c'est d'aider les personnes qui n'ont pas ces chances-là, si tant est que ce soit des chances, mais qui n'ont pas ces moyens-là. Madame, tout à l'heure, quand vous êtes à deux doigts de vous excuser d'avoir une retraite qui dépasse le SMIC – ça, on l'a rappelé –, vous n'avez pas à vous excuser. Vous avez passé visiblement des concours, vous avez travaillé toute votre vie, vous avez une retraite. A partir de là, voilà, quand une autre dame dont le fils est élu, tout à l'heure, dit : « Oui, dans les DOM-TOM, les gens sont encore moins heureux ou encore plus malheureux, OK, mais elle peut quand même s'exprimer parce qu'elle a des soucis ici. Le but du jeu n'est pas d'aller toujours vers le plus triste, vers le plus pauvre ; le but du jeu, c'est d'amener les gens justement dans le sens contraire, de féliciter et d'encourager ceux qui entreprennent et les plus riches et d'aider les plus pauvres derrière, pour que l'on essaie de tous suivre derrière ; ce n'est pas de montrer du doigt justement ceux qui sont supposés avoir un petit privilège par rapport à ça ; parce que sinon on ne va pas s'en sortir. Et je trouve que, notamment, le débat sur l'ISF à l'heure actuelle est complètement faussé par cette vision qui est tout sauf constructive. Franchement, nous, honnêtement, individuellement, il y a assez peu de personnes dans la salle qui ont un avis assez définitif sur l'ISF. OK, il y a des partis politiques et des prises de position politiques. Mais globalement ça ne va pas changer notre quotidien ni aux uns ni aux autres, quelle que soit notre situation à l'heure actuelle. Globalement, on s'en fout qu'ils aient fait l'ISF ou qu'ils l'aient retiré. L'idée, c'est qu'il y ait quelque chose de cohérent et qui permette à tout le monde d'avancer dans le bon sens sans flinguer les plus riches et qui sont supposés être les leaders et d'opinions et d'entreprises, donc, créateurs d'emplois normalement.
- Puis, le dernier point est que, juste avant que je prenne la parole, ma fille aînée m'a dit : « Parle-leur d'écologie ! » Elle est collégienne aux Lilas ; J'ai trouvé assez symbolique que ce soit une gamine de 13 ans qui me pousse à parler de cela. Je vais vous en parler juste sur deux aspects.
 - Au niveau national, je n'ai toujours pas compris si le diesel ou l'hybride était meilleur. On « flingue » le diesel à l'heure actuelle, et quand on parle à des experts, concernant l'hybride, le fait de produire cette batterie et ensuite, la façon dont on va la recycler, la stocker et tout, visiblement, c'est extrêmement onéreux ; donc, in fine, je n'ai pas compris s'il valait mieux du diesel ou de l'hybride ou de l'essence ; c'est un peu problématique, parce qu'on est tellement en train de nous faire pas mal varier le parc automobile à l'heure actuelle, donc, c'est un peu dommage.
 - Et puis de façon beaucoup plus locale, si l'on pouvait conserver les espaces verts et même en remettre un tout petit peu... Alors, je prie un petit peu pour que le parc Lucie Aubrac subsiste, et dans la rue dans laquelle je suis on a coupé les arbres qui étaient magnifiques et qui étaient centenaires, et qui donnaient au milieu de ce béton un sentiment un peu plus humain, un peu plus sympa, quelles que soient les générations qui passent dans cette rue. Donc, si l'on peut garder un peu d'espace vert et même en remettre un petit peu... Merci à vous.

M. Lionel BENHAROUS.- Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Alors, il y a des gens qui ont déjà parlé, qui veulent s'exprimer à nouveau, donc, il n'y a pas de souci sur le principe, mais la règle était que l'on donnait d'abord la parole aux gens qui ne s'étaient

pas exprimés jusque-là. Cela dit, si personne ne s'est pas exprimé et que des personnes qui se sont déjà exprimées veulent le faire... Voilà quelqu'un là...

Intervenante n° 22.- Bonsoir. Je rejoins ce qui a été dit dans les quatre thèmes qui ont été proposés ce soir sur le débat. Je suis très mal à l'aise parce que je trouve que l'on prend à chaque fois le sujet « par le petit bout de la lorgnette ». Il s'agit de savoir dans quelle société on veut vivre. Moi, j'avoue que j'ai eu la chance de beaucoup voyager et je suis très fière d'être dans un pays où la règle était de payer en fonction de ses moyens et de recevoir en fonction de ses besoins. Moi, je suis dans l'économie écologique et solidaire et c'est une valeur à laquelle je suis très attachée, et j'entends plusieurs débats où l'on oppose aujourd'hui les actifs contre les retraités, les pauvres contre les riches, les jeunes contre les vieux, ceux qui ont les moyens de manger bio et d'être écolos contre ceux qui sont à la campagne et qui doivent prendre une voiture et qui vont faire leurs courses dans de grands centres commerciaux...

Je ne suis pas à l'aise avec cette société. La société, elle est diverse. On se bat pour la biodiversité, mais dans notre société aussi, on a besoin de gens qui ont plusieurs profils, plusieurs moyens... Tout le monde apporte quelque chose à la société, qu'on soit riche ou qu'on soit pauvre, on a tous quelque chose à apporter. Si l'on est sur les coûts, je vois que l'on paye de plus en plus, on nous demande de plus en plus, et je vois de plus en plus de gens qui dorment dehors ; j'ai l'impression que tout ce que l'on donne, je ne sais pas où ça part, mais c'est dans un trou noir. Donc, plutôt que de se poser la question de savoir quel impôt on va baisser, quel service public on va supprimer, j'aimerais mieux que l'on se pose la question de savoir avec ce qu'on a aujourd'hui, et globalement quand on regarde à l'échelle du monde, on est plutôt dans les pays riches. Comment répartir mieux ? Comment mieux utiliser ce que l'on a pour que ce soit plus équitable, pour que l'on ne voie plus de gens dormir de gens dans la rue ? Moi, je voudrais être dans un pays où, en étant âgé, on n'ait pas besoin de quémander dans le métro, un pays où l'on puisse accueillir les gens. Aujourd'hui, il y a des études qui montrent qu'une personne qui dort dans la rue coûte plus cher que si on la loge.

Par ailleurs, je terminerai sur ce point : j'aimerais bien que nos hommes politiques dans leur globalité, et particulièrement le premier à la tête de l'Etat, arrêtent de nous prendre pour des enfants ; on est responsable ; on comprend ce qu'on dit, on comprend ce qu'on nous dit, et donc, on peut s'exprimer.

M. Lionel BENHAROUS.- Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole de gens qui ne se sont pas exprimés encore ? Oui, j'en vois une là-bas.

Intervenante n° 23.- Bonjour.

- Je voulais parler, en fait, du travail et de l'emploi. Donc, ça nous concerne tous ; aujourd'hui, j'entendais un monsieur tout à l'heure qui expliquait que, dans une entreprise, le travail pouvait coûter de l'argent ; il en rapporte aussi beaucoup, puisque, sans les travailleurs, il n'y aurait pas de richesse dans les entreprises. Donc, ça, c'est un élément qu'il faut prendre en considération.
- Aussi, concernant les cotisations que l'on paye. Alors, aujourd'hui, il y a un an, il y a eu l'augmentation de la CSG pour les retraités, et puis, en contrepartie, on a dit que l'on baissait finalement les cotisations des salariés. Alors, je ne sais pas comment s'est passé ce calcul-là parce que moi qui suis salariée, effectivement, j'ai gagné 20 € sur mon bulletin de paye, mais mon papa ou ma maman qui sont à la retraite, eux, ils en ont perdu 50 chacun. Donc, j'ai tendance à me demander où sont passés les 30 ; je ne sais pas... Donc, ça aussi, ça me pose un problème. Ce qui me pose un problème, c'est que depuis quelques semaines aussi, je ne paye plus de cotisation chômage sur mon salaire. Alors, ça, c'est pareil, on ne m'a pas demandé, on m'a simplement dit : « Bonne nouvelle ! Tu n'as plus de cotisation chômage. » Ouais, mais si, demain, je suis au chômage, comment va-t-on payer mon chômage ? Comment est-ce que je vais réussir à avoir une assurance-chômage ? Je me pose la question et je m'en inquiète, parce que je travaille dans le privé, et que c'est assez probable qu'un jour j'aie ce qu'on appelle

maintenant un « accident professionnel » et que je me retrouve au chômage. Et à ce titre-là aussi, ça me pose un problème sévère.

- Il y a d'autres choses aussi qui me posent problème, comme notamment – on en a parlé un peu – toutes les entreprises qu'on appelle les « GAFA » (les Google, Amazon, Facebook, etc.), qui elles, par des manœuvres très, très intelligentes arrivent à ne pas payer les impôts finalement ici, alors que finalement, elles génèrent aussi par vos achats, les miens ou autres, tout un tas d'argent qui, finalement, n'est pas imposé dans notre pays.
- Il y a aussi un autre élément qui me pose problème, c'est ce fameux CICE, donc, ce Contrat Imposition Compétitivité Emploi qui soi-disant est donc un crédit impôt que reçoivent toutes les entreprises, qui en 2018 a quand même représenté 21 Md€, et pour lequel il n'y a absolument aucun engagement de création d'emplois. Donc, finalement on a allégé en impôts ces entreprises-là, et puis on n'a pas forcément créé de l'emploi derrière. Donc, ça veut dire que cet argent-là, en plus, à partir de cette année, ça va leur être donné aussi pareil, en termes d'allègement de cotisations sociales. Donc pareil ! Ça veut dire qu'on va alléger les cotisations retraites, les cotisations maladie, d'autres cotisations et quelque part, ça va diminuer toutes ces caisses-là que l'on utilise tous pour payer notre sécurité sociale, nos allocations familiales ou d'autres sujets dont on a tous besoin ; comme disait Madame tout à l'heure, on cotise à hauteur de ce qu'on peut et finalement pour, derrière, pouvoir utiliser à hauteur de ce dont on a besoin. Donc, tout ce système-là est remis en question et personnellement, cela me cause souci.
- Enfin, pour terminer, je voudrais aussi proposer – puisqu'on est là pour proposer des idées au gouvernement qui semble en manquer – quelque chose de très simple aussi ; c'est que quand je vois toutes ces entreprises finalement qui font des plans sociaux partout – on en a eu aux Lilas récemment avec RLD que l'on a essayé de sauver comme on a pu, et il y en a aussi en France, par exemple l'usine Ford qui va bientôt fermer du côté de Bordeaux. Moi, je me pose une question simple : ces entreprises qui ont des marchés publics, que ce soit RLD qui avait des marchés dans les mairies, dans les hôpitaux publics, etc., et qui décident de décentraliser du travail, ou Ford qui décide de partir dans un autre pays et finalement de fermer une usine complète, eh bien, est-ce que ces entreprises-là, ont-elles encore le droit d'aller dans des marchés publics ? Est-ce qu'elles ont encore droit finalement de répondre à ces marchés-là et d'être les fournisseurs de ces marchés-là ? Eh bien, moi, j'aurais tendance à dire « non » ; ils devraient être privés de ces marchés publics-là pendant au moins cinq ans, et je pense qu'ils reverraient leurs calculs lorsqu'ils décideraient de décentraliser à l'étranger.

M. Lionel BENHAROUS.- Merci. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole en dehors de ceux qui se sont déjà exprimés ? Non ?

Intervenante n° 24.- Si, si, il y a... Il y en a une, là. Moi, c'est une intervention un tout petit peu statistique, parce que j'ai entendu que nos interventions étaient enregistrées et rapportées fidèlement. Statistique, parce que je voulais absolument parler du climat, pas en débattre, pas en parler en détail parce que j'en suis totalement incapable, mais j'ai vu sur le papier à l'entrée que la transition écologique était en quatrième, ce qui me paraît assez... assez quoi ?... Ça ressemble à peu près à la manière dont est considérée l'écologie en tout cas à la tête de l'Etat : comme une variable d'ajustement, un « truc de com »... Je voulais juste que, dans le compte rendu, il soit écrit que la transition écologique, l'urgence que vous avez décrite, qui, comme vous l'avez dit, est totalement effroyable, que tout le monde en tienne compte, que tout le monde se rende compte que c'est la priorité, même si tout ce qu'il y a là-dedans, c'est prioritaire, la transition écologique, c'est indispensable, et j'aimerais juste qu'elle ne repasse pas en quatrième, mais peut-être en premier ou alors à égalité avec le reste, mais pas en variable d'ajustement comme ça l'est systématiquement depuis un certain temps, et plus particulièrement depuis deux ans, et puis voilà...

Intervenante n° 25.- Bonsoir à tous. Moi, je vais sortir du cadre et je voudrais évoquer un sujet qui me tient à cœur : depuis le 1^{er} janvier 2019, il faut savoir que 20 femmes sont décédées sous les coups de leur conjoint – de leur mari, de leur compagnon ou de leur ex-compagnon ; donc, ce que j’aimerais faire remonter au Grand Débat National, c’est la question de la prévention des violences sexistes et sexuelles. Je vais lire : « *Comment rendre obligatoire la prévention des violences sexistes et sexuelles au travail ?* » Au travail, mais pas que : dans la cellule familiale, dans la rue... Et que nous, les femmes, on puisse se balader dans la rue sans se prendre de main aux fesses, sans se prendre un regard « salace », une réflexion, et que l’on puisse s’habiller comme on a envie : *liberté, égalité, fraternité*. Voilà. Donc, j’aimerais vraiment que ça remonte au Grand Débat National.

Intervenante n° 26.- Oui, bonsoir.

- Le hasard a fait que je suis allée à Dunkerque la semaine dernière. Or, tous les transports sont électriques d’abord et gratuits. Or, je n’ai pas connaissance que la Région du Nord – enfin « les Hauts de France » – soit une Région particulièrement riche. Donc, comment font-ils et pourquoi on ne peut pas en faire autant ? Ça éviterait peut-être que l’on prenne autant la voiture.
- Et après ça, j’ai une proposition : j’aimerais que les politiques aient à rendre compte des promesses qu’ils font pendant les campagnes électorales. Cela éviterait peut-être que certains promettent tout et n’importe quoi, fassent croire que le Père Noël va passer tous les jours, et donc, j’aimerais qu’ils aient à rendre compte de leurs promesses. C’est tout.

M. Lionel BENHAROUS.- Merci. Est-ce qu’il y a d’autres interventions ?

Intervenant n° 27.- Bonsoir à tous. Ben, voilà, je veux rebondir sur la question de la citoyenneté et de l’éducation, parce que, en fait, comment être engagé dans l’espace public ? Comment être citoyen ? C’est d’abord être bien formé, bien éduqué, et l’éducation aujourd’hui, dans le contexte de la mondialisation, passe, comme jadis, il y a 150 ans, lorsqu’il fallait former des citoyens, les accompagner dans cette conscience citoyenne ; on a alors créé l’Education nationale et le mouvement d’éducation populaire. Aujourd’hui, il faut, pour ce faire, avoir une éducation globale, et donc, qui va au-delà de la mission nationale qu’a l’Education nationale. Alors, comment s’engager aujourd’hui ? C’est la question qui est redondante. Etre engagé.e, c’est aussi être actif.ve au sein de sa communauté, de sa commune, de la cité. Et c’est là où le bât blesse finalement, parce que, aujourd’hui, la relation avec la cité et la citoyenneté, entre nous – entre moi et la cité –, a été éclatée ; elle s’est transformée, on n’en voit plus le lien. Et donc, ça pose effectivement la question de l’éducation. Je n’ai pas de solution ; non, j’en vois aussi la nécessité – c’est comme ça, c’est un souhait que je formule ; ça a motivé mon engagement associatif jusqu’ici –, ça implique – et c’est un peu l’objet de ces débats – qu’on ait tous des bribes d’informations, de solutions, et qu’il faut savoir les mettre ensemble aujourd’hui. Et donc, comment ? Une dame avait évoqué la question que l’on aborde les problèmes de façon un peu complexe, et que l’on voie le problème « à l’autre bout de la lorgnette ». Je pense que l’on peut, à travers des débats continus, si vous voulez, à travers des réunions, des comités de citoyens qui permettraient de développer une approche qui constituerait un moyen à travers lequel on pourrait trouver des solutions en commun. Voilà.

Intervenante n° 28.- Merci. Je suis Claude LASNON. Donc, je voudrais rebondir un tout petit peu là, parce que s’il y a une chose sur laquelle je ne suis pas d’accord avec les gilets jaunes – une seule et unique – c’est le rejet des partis et le rejet des syndicats. Ça, pour moi, ça ne passe pas. Je sais qu’il y a des gilets jaunes sur les ronds-points qui se sont rassemblés, qui travaillent notamment à Commercy, j’ai suivi un petit peu ça sur les réseaux sociaux, et il y avait 75 villes ou villages représentés, et qui vont continuer à faire des assemblées générales pour éventuellement dégager des axes de demande pour faire avancer les choses. Et dans ce cadre-là, moi, je souhaiterais qu’il y ait un statut de l’ élu ; parce que je pense que, dans nos conseils municipaux – j’ai été conseillère municipale et même maire adjointe pendant deux mandats –, en dehors des retraités

qui ont du temps et qui ont un peu d'argent, en dehors des fonctionnaires qui peuvent se dégager, ceux qui sont dans le privé ou des plus jeunes qui pourraient s'engager le redoutent parce que c'est difficile, parce que, encore, sur la commune des Lilas où il y a 22 000 à 23 000 habitants, on a une petite indemnité, qui est normale, mais enfin, bon... Ce n'est pas les députés, hein... Mais dans les villages ou les petites villes où il n'y a pas grand-chose, un maire adjoint ou un maire ne gagne pratiquement rien ; et on voit bien aussi, à la télévision, que beaucoup disent : « On ne peut plus y arriver, parce qu'on est débordé, parce qu'il y a trop de travail. Donc, mon souci est que l'on fasse vraiment un statut de l' élu pour permettre qu'il y ait une vraie diversité aussi dans les élus. Merci.

M. Daniel GUIRAUD.- Merci.- Merci Monsieur le garant, Cher Lionel ! Je voudrais intervenir sur une question qui a été abordée de façon elliptique, mais pas sur le fond : c'est la question du temps, le temps qui passe... Il y a quelques années, on pouvait parler de politique en se disant que, de gauche, de droite ou du centre, quelle que soit l'opinion politique, on pouvait se dire que le plus tôt serait le mieux en termes de perspectives politiques, mais il y avait cette idée que l'on pouvait « donner du temps au temps ». Cette idée n'était pas une idée fausse, il y a encore peu. Mais aujourd'hui, je pense que nous sommes confrontés à de véritables urgences. Je vais en mentionner deux ou trois :

- La première, c'est l'urgence sociale ; ce qu'a mis en exergue le monde des gilets jaunes – et je ne confonds pas le monde des gilets jaunes avec une poignée de racistes, antisémites, homophobes, casseurs... car ce n'est pas ça, la quintessence de ce mouvement –, c'est la profonde détresse sociale d'une partie importante de la population du pays. Quand vous êtes élu.e, quand vous êtes maire, vous avez dans votre bureau trop souvent des personnes qui viennent demander un secours, une aide, et quand vous prenez conscience de ce qu'est le budget de certaines familles, et parfois des gens qu'on connaît – et c'est extrêmement trompeur, l'apparence –, vous vous rendez compte qu'une société ne peut pas vivre dans la durée avec de telles inégalités sociales. C'est la première urgence : l'urgence sociale.
- La seconde est l'urgence démocratique. Il se trouve que, en 2002, j'ai appelé – ce fut parfois controversé – à voter Chirac contre Le Pen père (je suis membre du parti socialiste) et ça a fonctionné, puisque Chirac a été assez facilement élu au deuxième tour. J'ai fait la même chose en 2017 en appelant à voter Macron, non pas par adhésion à Macron, mais contre Le Pen fille, et ça a marché à nouveau. Je ne suis pas certain que ça fonctionnera une troisième fois.

Et je dis que, de ce point de vue, la gauche comme la droite sont appelées – nous sommes appelés – à faire un travail sur nous-mêmes, à nous régénérer pour redonner de la vitalité politique dans ce pays, parce que, aujourd'hui, nous sommes face à des lendemains qui pourraient être incertains et qui pourraient être tragiques. Je pense que le Rassemblement national - ou Front national - n'est pas un parti comme les autres et qu'il ne faut pas oublier ce qu'il porte, d'où il vient et où il veut aller.

- La troisième urgence, à mon avis, est l'urgence environnementale. Parce que *toutes* les études convergent. Il n'y a pas de controverse. Il n'y a pas de sujet : 2030, c'est dans 12 ans ; c'est l'équivalent de deux mandats d'élus – deux mandats de six ans – en 2030, c'est le point de bascule. Cela ne veut pas dire que, si, en 2030, on n'a pas tenu les objectifs de la COP 21 – ce qui était souligné par une intervenante – avec un objectif de limitation à plus 2° maximum du seuil de réchauffement climatique par rapport à l'ère préindustrielle *et* une recommandation en dessous encore plus ambitieuse (plus 1,5°), si la courbe, la trajectoire, ne se remet pas dans le bon sens, à partir de 2030, il sera *extrêmement* compliqué de revenir sur une trajectoire adaptée. Alors, voilà ! Je crois que c'est ça aussi, qui doit appeler à la réflexion. C'est que, aujourd'hui, contrairement aux décennies précédentes où l'on pouvait se dire : « Finalement, faisons un projet et le temps nous est donné », aujourd'hui, je pense que le temps ne nous est pas donné. Je sais que le temps nous est compté.

Intervenante n° 30.- Ecoutez, je voulais simplement dire, après tout ce que j'ai entendu, qu'il ressortait justement à mon avis deux niveaux de réflexion. Il est vrai que ma première intervention était au ras des pâquerettes ; un niveau au ras des pâquerettes qui relève de l'urgence ; comme vous venez de le dire, Monsieur le Maire, l'urgence sociale, c'est-à-dire les choses que l'on doit gérer au jour le jour, parce que les budgets de la famille, parce que les problèmes des enfants, les problèmes des vieux, etc., les problèmes des gens qui travaillent, les problèmes des gens qui se déplacent, il faut les régler. Donc, on a tous des petits soucis qui ne concernent pas seulement la collectivité, mais je crois et j'espère que ce débat va déboucher aussi – ça, c'était finalement ce que l'on pourrait qualifier de « court terme » –, comme vous venez de le dire, sur du long terme – et je l'ai noté –, parce que, effectivement, on ne peut pas éluder les grandes questions qui sont au niveau des familles, au niveau local, au niveau national, et puis la démocratie, bien entendu, et puis au niveau mondial ; mais là, on est solidaire, on est tous solidaires. Je ne sais pas si notre gouvernement est capable de se positionner de façon utile et efficace par rapport à tous les autres pays et d'entraîner, de donner l'exemple ! Parce que je suis d'accord avec la dame qui est intervenue tout à l'heure, je mesure la chance que j'ai et que nous avons peut-être de vivre dans ce pays, malgré les inégalités qui se creusent, parce qu'il faut vraiment en être conscients, malgré tout l'ascenseur social qui est bloqué, malgré toutes les difficultés que nous pouvons avoir et les misères que l'on voit autour de nous, et qui sont quelquefois cachées, que l'on ne voit pas toujours, eh bien, c'est vrai que nous avons la possibilité, quand même, de parler, de débattre, de manifester, de dire quand même sans trop de censure – enfin, j'espère – ce que l'on a envie de dire et ce qui ne va pas, et je crois qu'il faut en profiter. C'est très bien ! J'espère que ce sera comme vous le dites utile, efficace, et que l'on n'aura pas fait tout ça pour rien. Voilà ! Ça me rappelle 1968 mais, en 68, c'était quand même finalement dans le court terme. Et là, maintenant, je crois que l'on est un petit peu plus au-dessus du débat de la vie de tous les jours, mais quand même, il ne faut pas oublier celle-là, non plus.

Intervenant n° 31.- Merci. En 68, on était tous là et les... futures, dans pas longtemps je suis aussi avec vous, chers camarades. Donc, je vais parler de l'EHPAD, et il y a une proposition qui émerge en ce moment, c'est un plafonnement des tarifs des bénéficiaires calculés sur une indexation salariale. Ça, ça pourrait être une idée.

Ensuite, pour rebondir sur l'objectif de société de notre camarade qui est là, c'est vrai que nous n'avons pas d'objectif de société autre que celui d'une société du bien-être. Malheureusement, nous avons connu le bien-être de nos parents ; moi, personnellement, et j'aurais aimé le perpétuer pour mes enfants et je n'en ai pas les moyens. Je suis désolé. C'est la raison pour laquelle j'essaie de « sauver les meubles » de ce qui peut se faire. Alors, dans la mesure du possible, on a parlé d'éducation, mais c'est vrai que l'écologie – mais pas qu'elle – fait partie intégrante de notre vie actuelle, future, si futur il nous reste et pourquoi pas inclure l'écologie et également la nutrition dans les vieilles pratiques d'autrefois – ce que l'on appelait les « civiques » à l'époque, c'est-à-dire les sciences civiques ? Savoir « bien manger » et savoir bien choisir ses produits, c'est savoir ensuite aider à produire de bons produits et finalement ça boucle l'ensemble de notre réalité actuelle ou j'espère future, en mieux.

Ensuite, concernant la finance – je m'adresse à Monsieur –, je suis désolé, je suis un peu utopique, c'est vrai, je tirerai à boulets rouges sur les niches fiscales si vous le permettez, sur les évasions fiscales aussi, et sur les aides financières. Alors, les aides financières ne sont pas à brûler ; les aides financières sont, à mon avis, à étiqueter « d'éligibilité » ; c'est-à-dire qui touche quoi et pourquoi ? Voilà.

Au niveau de la refiscalité, ou « re-phynance » comme disait le père UBU, la TVA, c'est un des meilleurs instruments que la fiscalité ait inventé ; le problème, c'est simplement l'utilisation politique de la TVA, à savoir, la détermination du taux ; quel taux applique-t-on ? à quelle tranche ? et sur quels types de produits ? Donc, c'est une volonté politique qui est déterminée dans un sens ou dans l'autre ; donc, voilà, et puis je vous souhaite une bonne soirée. Merci, Monsieur le Maire.

Intervenant n°32 - Je me réjouis d'avoir cette opportunité de dire des choses du fond du cœur, et vous avez tous, pour la plupart d'entre vous, exprimé les choses qui sont vraiment essentielles pour améliorer votre ordinaire et le nôtre à la fois indépendants les uns des autres, mais en vivant en société.

Par contre, j'ai entendu beaucoup d'expressions du type : « Y'en a marre », « ça va pas », « faut changer », « faut faire ceci », « faut faire cela »... OK, OK, il y a plein de choses qui ne vont pas dans ce bas monde, mais moi, je vais vous dire : « J'ai pas envie de rentrer à la maison en pleurant. » Parce que, effectivement, il y a quelques personnes qui proposent des idées ; j'aime beaucoup l'idée de changer son regard... Mais il faut savoir dans quel monde on veut vivre ; la vision du monde, c'est pour moi quelque chose d'important, et j'ai envie de vous inviter ce soir en quittant cette salle à repenser à ce que vous avez exprimé et à repenser aux gens que vous avez autour de vous, et à la manière dont se passe une simple journée dans votre existence, et vous dire que nous, en France, on est un grand nombre à avoir beaucoup de raisons de se réjouir de belles choses au quotidien dans tout ce qui va bien. Parce que, OK, il y a un temps pour la colère, mais l'écologie, c'est aussi dans nos têtes et dans nos cœurs ; si on ne laisse pas de place pour le soleil, c'est sûr qu'on n'arrivera à rien faire.

Je vous souhaite un bon retour à tous.

Intervenant n° 33.- Je m'aperçois que je ne m'étais pas présenté tout à l'heure ; je suis Laurent Andujar, habitant de longue date des Lilas, et avec au départ une formation d'économiste que tout le monde ne sait peut-être pas, parce que je n'en parle pas souvent.

J'ai entendu dire des choses... Je veux dire qu'il me semble qu'il y a une réflexion profonde à avoir sur l'articulation de trois choses : la croissance, l'écologie, la culture. Une société dans laquelle on vit bien, c'est :

- une société qui fait une large part à la culture ;
- une société évidemment dans laquelle tout le monde a du travail et tout le monde a sa place.

Mais une société dans laquelle on vit bien, est-ce que c'est une société en croissance ? Est-ce que la croissance est encore possible compte tenu de l'écologie ? En effet, on associe souvent la notion de croissance à la notion de pollution. Eh bien, ça dépend quel contenu on donne à la croissance ; si à la croissance, on donne le contenu d'une vie meilleure, mais pas forcément d'un point de vue matériel, peut-être d'un point de vue immatériel – et quand on parle culture on parle souvent d'immatériel –, eh bien, à ce moment-là, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de limite à la croissance immatérielle. S'il y a une limite à la croissance matérielle parce que la planète est ce qu'elle est et qu'elle est finie, à la croissance immatérielle, à la culture, au savoir, aux échanges, il n'y a absolument aucune limite. Et ce que je veux dire, c'est que nous sommes dans un système économique qui, précisément, privilégie de manière ostentatoire la seule question de la production matérielle tout en excluant d'ailleurs une part croissante de gens. Eh bien, ce système est un véritable obstacle à la croissance de la culture, à la croissance immatérielle et finalement au développement d'une société heureuse et juste, parce que c'est possible ; voilà ce que je voulais dire.

Intervenant n° 34.- Oui, donc, bonjour, je m'appelle Etienne, j'habite aux Lilas et, pour revenir sur les thèmes abordés ce soir qui sont extrêmement vastes, alors, en gros, de la fin du monde à la fin du mois, en passant par le processus démocratique, ça m'a plu qu'on aborde les questions environnementales et de vision et de croissance immatérielle. Pour ma part, juste quelque chose de très simple : j'ai découvert le yoga et la méditation il y a quatre à cinq ans, et ça m'a fait un bien incroyable ; j'avais snobé ces deux pratiques pendant 15 ans en pensant que c'était inutile et une perte de temps, mais quand j'ai découvert ça, je me suis dit : « Mais pourquoi ce n'est pas enseigné à l'école ? » Si j'avais rencontré ces pratiques très jeune, je pense que ma vie aurait pu être différente ; je n'ai aucun regret, mais je pense que ça peut être extrêmement

bénéfique pour plein de gens quel que soit l'âge, et que ce n'est pas anodin, parce que c'est connecté finalement à ces questions de croissance immatérielle et de conscience, et que cette perception que l'on a sur les questions environnementales, planétaires, et de la consommation et de l'idéologie sont très liées aussi au travail que l'on peut faire sur soi et de la colère, d'ailleurs, et de l'expression et des revendications et du débat, du dialogue, etc. Toutes ces questions-là sont rattachées finalement à la question de la conscience que l'on a de soi, de son rapport à son propre corps et voilà... Si j'avais une recommandation à faire au gouvernement, ce serait : « Qu'attendez-vous, à l'Education nationale ? Comment pouvez-vous prétendre vouloir le bien des gens et particulièrement des plus jeunes et des futures générations si vous ne leur transmettez pas ces outils qui sont très, très neutres, et d'une puissance phénoménale, qui ne coûtent rien, qui sont écolos, qui peuvent diminuer les perturbations mentales et favoriser des leaders un peu plus ouverts et un peu plus conscients ? Voilà, c'est une suggestion.

Intervenante n° 35.- Je suis Danielle, retraitée, yoga depuis 1989. Ce que je souhaiterais, c'est que, sur le temps de travail de tous ceux qui vont risquer – je pense aux pompiers, à toutes les forces de l'ordre – ils puissent disposer sur leur temps de travail de sophrologie, de yoga, de relaxation, parce que leur seule possibilité, c'est l'alcool. Même si ça n'est que du vin, mais le vin, c'est de l'alcool.

M. Lionel BENHAROUS.- Je ne veux pas brider la parole de qui que ce soit, mais j'ai l'impression que les demandes de prise de parole se raréfient ; cela fait deux heures que l'on échange ; il y a surtout beaucoup de gens qui nous quittent, et je trouve que c'est intéressant qu'on puisse rester le plus grand nombre pour terminer ce débat. Si des gens veulent s'exprimer à nouveau, évidemment, c'est possible, mais s'il semble que chacun a pu exprimer ou a pu entendre exprimer par d'autres les aspirations qui étaient les siennes et qu'il voulait porter ce soir, on peut peut-être – même si j'avais peut-être dit que l'on pouvait aller jusqu'à 22 h 00 – considérer que l'on a fait le tour, en tout cas que l'on a dit ce que l'on avait envie de se dire ce soir. Je voudrais vraiment remercier chacun de sa participation par des prises de parole ou par la qualité d'écoute, et puis la qualité aussi de l'écoute des autres. Je crois que c'est ça, un débat : la capacité à s'écouter, à s'entendre, on n'est pas toujours d'accord, mais chacun a pu dire ce qu'il avait envie de dire. Merci beaucoup et bonne soirée.

(Applaudissements et fin de la séance)